

Éléments clés du plan d'action

- 1 Consulter les adolescentes à tous les stades de la préparation et de l'intervention en situation de catastrophe.
- 2 Former et mobiliser les femmes pour qu'elles travaillent dans des équipes d'intervention d'urgence.
- 3 Fournir des services ad-hoc pour les adolescentes dans les domaines fondamentaux de l'éducation, de la protection et de la santé reproductive.
- 4 Inclure des financements pour la protection contre la violence sexiste dans la première phase d'intervention d'urgence.
- 5 Recueillir des données ventilées par sexe et par âge, pour montrer les besoins des adolescentes et orienter la planification des programmes.

« Négliger d'incorporer explicitement les besoins et les difficultés des femmes et des filles dans le travail humanitaire compromet l'efficacité des initiatives de secours. »

Michelle Bachelet, Directrice exécutive, ONU Femmes⁴²

« Je veux quelqu'un vers qui je peux aller s'il y a des problèmes. On devrait pouvoir dire à notre gouvernement qu'on a besoin d'aide, qu'on a besoin d'un abri, de nourriture, de travail, d'écoles, d'endroits où se laver en privé. Je veux trouver une façon de me faire entendre. »

Sheila, 16 ans, aux Philippines

« Parce que je suis une fille » est un rapport annuel publié par Plan qui évalue la situation actuelle des filles dans le monde. Alors que les femmes et les enfants ont un statut reconnu au niveau des politiques et de la planification, les besoins et les droits des filles sont souvent ignorés. Ces rapports se basent sur des faits, en s'appuyant aussi sur les témoignages des filles, pour montrer pourquoi elles doivent être traitées différemment des garçons et des femmes adultes. Ils se servent aussi d'informations tirées de recherche primaire, en particulier à partir d'une étude à petite échelle entamée en 2006 qui accompagne 142 fillettes dans neuf pays du monde entier. Dans le passé, ces rapports ont traité de l'éducation, des conflits, de l'autonomisation économique, des villes et des technologies, et de la façon dont les garçons et les jeunes gens peuvent soutenir l'égalité des sexes. Plan est une agence de développement internationale et travaille avec des enfants et leur communauté sur 50 pays dans le monde entier depuis plus de 75 ans.

Passez à l'action sur : plan-international.org/girls



parce que
**Je suis une
FILLE**

PLAN/PETTERIK WIGGERS

SYNTHÈSE DU RAPPORT

Parce que je suis une fille

LA SITUATION DES FILLES DANS LE MONDE 2013

Être adolescente en situation d'urgence : une double peine



Être adolescente dans une situation d'urgence : une double peine

« Les catastrophes ne font pas de discrimination, mais les gens oui... Les catastrophes renforcent, perpétuent et augmentent les inégalités sexuelles, en faisant empirer des situations déjà difficiles pour les femmes. »

Pour l'égalité des sexes dans la prévention des catastrophes : politiques et conseils pratiques

« Je crois que le pire c'était de ne pas pouvoir parler. La communauté ne voulait pas reconnaître qu'on avait quelque chose d'important à dire parce qu'on était jeunes et qu'on était des filles. »

Xiomara, 19, au Salvador¹

Les situations de catastrophe ne sont jamais à considérer « hors contexte ». Ce qui arrive à une adolescente dans ces moments-là est directement lié aux attitudes générales envers les femmes et les filles et au contexte politique, économique, social et culturel dans lequel elles évoluent. Cela dépend aussi de la famille dont elle est issue ainsi que de son statut, de son âge, de ses capacités, de son bien-être matériel et de tout un panel d'autres facteurs liés au pays dans lequel elle vit et aux groupes sociaux dont elle dépend. Ainsi une jeune fille de 17 ans vivant dans un bidonville de Dhaka ne vivra pas du tout de la même façon une inondation ou un tremblement de terre qu'une enfant de 12 ans dans un village du Salvador ou même qu'une jeune fille de 14 ans en Australie. Mais ce qu'elles ont toutes en commun, comme le démontrent les conclusions de ce rapport, c'est qu'en ce qui concerne le travail humanitaire, loin des yeux signifie vraiment loin du cœur... de l'action.

Les catastrophes et les crises ont un effet négatif sur toutes les personnes concernées. Il y a des morts et des blessés, les gens perdent leur famille et leurs moyens de subsistance. Mais si on est de sexe féminin, et en particulier si on est adolescente, on encourt de plus gros risques qu'en étant de sexe masculin ; en particulier dans les sociétés où les filles sont déjà désavantagées par rapport à leurs frères. La raison peut se résumer en un seul mot : le pouvoir.

C'est cette impuissance relative des femmes et des enfants de bien des sociétés qui les rend plus vulnérables durant les catastrophes. Même si souvent il n'est pas fait de distinction entre femmes et filles ou entre garçons et filles, en général, des études ont montré que femmes et enfants ont 14 fois plus de risques de mourir dans une catastrophe que hommes.² En 2010, une étude au Pakistan a constaté que 85% des personnes déplacées par les inondations de 2010 étaient des femmes et des enfants³ et que pendant le tsunami d'Asie du Sud-est de 2004, il y a eu jusqu'à 45 000 victimes de plus chez les femmes que chez les hommes.⁴

Une recherche de la *London School of Economics* (LSE) portant sur 141 pays a fait ressortir que les garçons recevaient généralement un traitement préférentiel par rapport aux filles lors des sauvetages.⁵ On y trouve le poignant récit d'un père qui, ne pouvant empêcher à la fois son fils et sa fille d'être emportés par un raz-de-marée au milieu du cyclone de 1991 au Bangladesh... lâcha sa fille parce que « [ce] fils devait perpétuer la lignée familiale ».



JODI HILTON/IRIN

Pour beaucoup d'adolescentes une grande catastrophe ne fait qu'ajouter aux désastres auxquels elles sont confrontées dans leur vie quotidienne. C'est particulièrement le cas si elles sont issues de familles défavorisées, quoique la violence et la discrimination puissent également les affecter quel que soit leur milieu d'origine. Dans le monde entier, plus d'un quart des filles connaissent les abus sexuels et la violence ; 66 millions d'entre elles ne sont toujours pas scolarisées ; et dans le monde en développement, une sur trois est mariée avant d'avoir 18 ans.^{6,7,8}

« Pendant et juste après un sinistre, on doit travailler à la journée pour gagner un peu d'argent. On doit supporter les regards concupiscent des propriétaires et d'autres hommes qui nous emploient de temps en temps comme journalières agricoles. C'est aussi une forme d'abus sexuel, la façon dont ils nous traitent. »

Des filles du village de Babiya, au Népal⁹

Cependant les risques encourus par les adolescentes ne représentent qu'une partie du tableau. Beaucoup, comme Cette jeune fille de 16 ans à Nagapattinam, font preuve de courage et d'initiative : « Le jour du tsunami, j'ai attrapé le nouveau-né et j'ai pris les deux petits et j'ai couru sur la terrasse de ma maison quand l'inondation a commencé. »¹⁰

Alors, pourquoi est-il important de reconsidérer la façon dont la communauté humanitaire aborde les besoins des adolescentes en situation de catastrophe ?

Tout d'abord, parce que le nombre de catastrophes est en augmentation : il y en avait 90 par an dans les années 1970 et il y en a eu presque 450 dans les dix dernières années.^{11,12}

Deuxièmement, nous savons que les catastrophes affectent très largement les pays qui ont le moins les moyens de les surmonter : neuf catastrophes sur dix et 95 % des morts causées par des catastrophes ont lieu dans les pays en voie de développement.^{13,14} Pour les enfants et jeunes gens impliqués, les effets négatifs de ces cataclysmes peuvent durer jusqu'à la fin de leurs jours, ainsi que le souligne le rapport de développement des Nations unies : « La malnutrition n'est pas un mal dont on se débarrasse lorsque la pluie revient ou que les eaux se retirent. Elle crée des cycles de faiblesse qui suivront les enfants tout au long de leur vie. »¹⁵

Troisièmement, ce qui arrive aux adolescentes durant les catastrophes est à la fois prévisible et évitable, et ainsi représente une violation de leurs droits devant la loi. Il existe des directives, mais elles sont souvent ignorées. « L'égalité des sexes n'est ni un luxe ni un privilège », selon un article inter-organisationnel de 2012 sur l'égalité entre les sexes et la sécurité. Celle-ci repose sur des cadres juridiques internationaux qui comprennent : le droit international des droits de la personne, les droits de la femme et les droits de l'enfance.¹⁶

Quatrièmement, en pratique, les communautés de l'humanitaire et du développement travaillent souvent en silos séparés. Cela a un effet négatif sur les groupes comme celui des adolescentes qui peut n'avoir aucune visibilité dans les deux contextes. En 2015, les Objectifs du millénaire pour le développement et le cadre Hyogo pour la réduction de l'impact et du risque d'accident naturel vont tous deux être reformulés. Dans l'intervalle, une discussion mondiale est en train de se développer autour d'une remise en question du « business as usual » par le biais de la restructuration du développement et de ce qu'on appelle gestion des risques de catastrophe (DRM en anglais).

Le moment est venu maintenant de se concentrer sur les adolescentes et de réparer une faille majeure dans la programmation humanitaire et de développement.



PLAN/MIKE GOLDWATER

1 Entretien avec Jean Casey, Coordinatrice de projet : Rapport « Parce que je suis une fille », Plan International Salvador, 2012 2 Peterson, Kristina. « From the Field: Gender Issues in Disaster Response and Recovery. » *Natural Hazards Observer*, Numéro spécial sur les femmes et les catastrophes 21, No. 5 (1997) <http://www.colorado.edu/hazards/o/archives/1997/may97/may97a.html#From> 3 Action Aid Pakistan. « Rebuilding Lives Post 2010 Floods. » *Action Aid Pakistan*, 2011. 4 Telford, John, John Cosgrove, et Rachel Houghton. « Joint evaluation of the international response to the Indian Ocean tsunami: Synthesis Report. » Londres : Tsunami Evaluation Coalition (TEC), 2006. Note issue du rapport : Cette estimation est basée sur les taux de mortalité différentiels 38 visibles sur la Figure 2.3 appliqués au nombre total de morts et de disparus pour chaque zone, le taux de mortalité de la zone la plus proche étant appliqué aux zones pour lesquelles le taux de mortalité n'était pas renseigné, la distribution de population étant estimée là où la mortalité spécifique de la zone n'était pas déterminée. En définitive, ces morts ne correspondaient pas toutes à des femmes adultes car les taux de mortalité de moins de 15 ans étaient aussi plus élevés à certains endroits. 5 Neumayer Eric et Thomas Plumper. « The Gendered Nature of Natural Disasters: the impact of catastrophic events on the gender gap in life expectancy, 1981-2002. » *London School of Economics and Political Science*, 2007, [http://www2.lse.ac.uk/geo/whosWho/profiles/neumayer/pdf/Article%20in%20Annals%20\(natural%20disasters\).pdf](http://www2.lse.ac.uk/geo/whosWho/profiles/neumayer/pdf/Article%20in%20Annals%20(natural%20disasters).pdf) (dernier accès 10 mai 2013).

6 OMS. « Women's Health: Fact Sheet No. 334. » OMS, 2009, <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs334/en/index.html> (dernier accès 13 mai 2013). 7 UNESCO. « Education For All Global Monitoring Report: Youth and Skills: Putting Education to Work. » Paris : UNESCO, 2012 8 UNICEF. « La situation des enfants dans le monde 2011 : L'adolescence, l'âge de tous les possibles » New York : UNICEF, 2011. 9 Plan Népal. « Impact of Climate change on children in Nepal. » Plan Népal et le *National Disaster Risk Reduction Centre Népal*, 2012. 10 Bureau régional de Plan International Asie. « Children and the Tsunami: Engaging with children in disaster response, recovery and risk reduction: Learning from children's participation in the tsunami response. » Thaïlande : Bureau régional de Plan International Asie, 2005. 11 Les experts sont partagés mais parmi les raisons il y a le changement climatique, l'urbanisation rapide, la pauvreté, et la dégradation de l'environnement. 12 Mazurana, Dyan, Prisca Benelli, Huma Gupta et Peter Walker. « Sex and Age Matter: Improving Humanitarian Response in Emergencies. » Feinstein International Center, Tufts University, Août 2011. 13 Swarup, Anita, Irene Dankelman, Kanwal Ahluwalia et Kelly Hawrylyshyn. « Weathering the storm: Adolescent girls and climate change. » Plan International, 2011. 14 Leoni, Brigitte et Tim Radford. « Disaster through a Different Lens: Behind Every Effect, There Is a Cause – A Guide for Journalists Covering Disaster Risk Reduction. » UNISDR, 2011. 15 UNDP. « Human Development Report 2007/8. Fighting Climate change: human solidarity in a divided world. » New York : DPUN, 2007. 16 Persaud, Christine. « Gender and Security Guidelines for Mainstreaming Gender in Security Risk Management, EISF Briefing Paper. » European Interagency Security Forum (EISF), 2012.

Une question de survie : la santé et le bien-être pendant les catastrophes

« Ça a été très dur pour ma famille et moi. On a perdu nos bien-aimés, on a le cœur brisé, on a du mal à trouver à manger et un endroit pour vivre... Ma mère nous dit qu'il faut croire au lendemain, croire à l'avenir, j'y crois, mais parfois c'est dur quand on a l'impression que tout s'écroule. »

Sheila, 16, province de Rizal, aux Philippines, après le typhon Ondoy¹⁷

Les adolescentes sont confrontées à des problèmes de santé spécifiques durant une catastrophe ou une situation d'urgence, et pourtant ces questions sont souvent ignorées par ceux qui s'occupent de l'aide humanitaire. L'accès à la nourriture et à l'eau, priorités de l'aide humanitaire, sont la clé de la survie des filles, mais il en est également ainsi de l'accès aux informations sur la santé, y compris la santé sexuelle et reproductive ; de l'apport de services de santé et de fournitures appropriées, visant les filles, de même que des moyens d'accéder à ces services ; de l'accès à un peu d'intimité et à des zones sécurisées ; et au sentiment que leurs besoins spécifiques en matière de santé sont reconnus et pris en compte par les pouvoirs en place.

« Il y a une fâcheuse tendance à faire paraître les chiffres en blocs – le nombre de latrines construites, les tonnes de nourriture distribuées, le nombre d'écoles réhabilitées – sans qu'on sache qui a utilisé ces latrines, qui a mangé la nourriture et qui est allé à l'école. »

Valerie Amos, secrétaire générale adjointe de l'ONU aux affaires humanitaires et coordinatrice des secours d'urgence

Le fonds populaire des Nations unies (UNFPA) a dégagé trois sous-groupes d'adolescentes qui sont particulièrement « à risque » dans les catastrophes et les urgences. Deux de ces catégories sur trois sont des filles :

- Les jeunes adolescents (10-14 ans), de sexe féminin en particulier, encourrent le risque d'exploitation et d'abus sexuels de par leur dépendance, leur impuissance, et leur exclusion des processus de prise de décision.
- Les adolescentes enceintes, en particulier de moins de 16 ans, encourrent le risque de dystocie, une urgence obstétrique grave qui peut survenir lorsque le bassin est trop étroit pour permettre le passage du bébé par les voies naturelles. Les services obstétriques d'urgence ne sont souvent pas disponibles dans un contexte de crise, ce qui augmente encore le risque de morbidité ainsi que de mortalité chez les mères adolescentes et leur bébé.
- Les adolescents marginalisés, y compris ceux qui sont séropositifs, en situation de handicap, les adolescents non-hétérosexuels, les groupes indigènes et de migrants, peuvent avoir des difficultés à avoir accès aux services à cause d'une certaine stigmatisation, de préjugés, ou de différences de culture, de langage ou physiques ou bien de limitations physiques ou mentales. Ils sont également exposés à une plus grande pauvreté ainsi qu'à l'exploitation et aux abus sexuels de par leur manque de pouvoir et de participation.

Lors d'une catastrophe, à cause des perturbations des familles et des services de santé, les adolescents peuvent se retrouver sans accès aux informations et aux services dont ils ont besoin concernant la santé sexuelle et reproductive. Pour les filles et les jeunes femmes, c'est le moment précis où leur situation, leur âge et leur sexe

les rendent le plus vulnérables vis-à-vis des risques de grossesses non-désirées, de maladies sexuellement transmissibles (MST) et de VIH.



17 Haver, Jacquelyn. « Research for Plan International, "Because I am a Girl" Report 2013: Girls' Experiences with Disasters in Rizal Province, Philippines. » Janvier 2013.

« C'est pas facile quand on a faim » : les adolescentes face aux abus et à l'exploitation sexuelle

« Le monde n'a pas été efficace dans son abord de la violence sexiste et/ou l'exploitation dans les camps. Elle perdure et même s'il y a des mécanismes pour rapporter ces abus, souvent les bénéficiaires ne connaissent pas leurs droits et aucun processus à proprement parlé n'est mis en place pour le suivi. »

Jeni Klugman, directrice de « genre et développement », Banque mondiale

Lorsqu'une catastrophe pousse les adolescentes défavorisées et leur famille encore plus loin dans la misère, leur seule option est souvent de vendre le seul atout qu'il leur reste : leur corps. Une étude du *Human Rights Watch* dans les camps de Haïti après le séisme a constaté que bon nombre de femmes et de filles s'étaient engagées dans le commerce sexuel parce qu'elles n'avaient aucune alternative pour se nourrir et nourrir leurs enfants.

« Il faut bien manger » a dit Gheslaine, qui vit dans un camp à Croix-de-Bouquets, en Haïti. « Les gens essaient de survivre comme ils le peuvent. Des femmes ont des rapports avec des hommes pour pouvoir nourrir leurs enfants. Ça arrive souvent. Ma fille a 12 ans et n'a pas d'amies dans les camps, parce qu'il se trouve qu'on fait pression même sur les filles pour qu'elles couchent pour obtenir des choses. Moi je ne travaille pas. Je n'ai pas de parents pour m'aider. Très souvent les femmes tombent enceintes, et il n'y a personne pour s'occuper d'elles. Alors, pour environ un dollar, tu couches juste pour ça. Malheureusement, les femmes parfois tombent enceintes, mais si on avait accès au planning, on se protégerait... C'est mal de se prostituer, mais qu'est-ce qu'on peut faire ? »¹⁸

La recherche primaire en vue de ce rapport sur les effets à plus long terme du typhon Ondoy en 2009 dans les Philippines a observé que les adolescentes luttent contre des problèmes similaires. Anna, 13 ans, a déclaré : *« C'est dur, les autres n'ont rien à manger, et elles sont prêtes à faire n'importe quoi juste pour avoir à manger, on ne sait plus quoi faire et à qui parler quand ça arrive. »*¹⁹

Dans de nombreuses sociétés les abus sexuels et la violence représentent un sujet tabou. Le viol déshonore les jeunes filles, et même dans les pays riches, les juges et le système judiciaire sont susceptibles d'incriminer la victime plutôt que le violeur.

Au Tamil Nadu, en Inde, après le tsunami, beaucoup de jeunes femmes comme celle-ci n'ont pas osé rapporter ce qui leur était arrivé de peur d'être rejetées par la société : *« J'ai 17 ans. Dans le camp de secours, pendant que je dormais, j'ai été violée. Je n'ai pas compris ce qui m'arrivait. Je ne pourrais pas reconnaître le visage de cet homme. J'ai beaucoup saigné. Je n'en ai parlé à personne. Ensuite j'ai vu que mon corps était perturbé et quand ma mère m'a amenée à l'hôpital ils m'ont dit que j'étais enceinte. »*²⁰

En Haïti, le *Human Rights Watch* a constaté que beaucoup de femmes et de filles ne demandaient pas d'aide après un viol parce qu'elles avaient honte de raconter ce qui leur était arrivé. Mary, 15 ans, a attendu huit jours avant de le dire à sa cousine adolescente, et ne lui a dit que parce qu'elle savait que cette cousine avait vécu la même expérience : *« Avant de lui parler de ce viol, je n'osais vraiment rien dire mais je me suis dit qu'elle aussi avait été violée et que donc je pouvais lui parler de ma situation. »*²¹

Les catastrophes peuvent également entraîner une augmentation du nombre de mariages d'enfants. Des recherches au Somaliland, au Bangladesh et au Niger ont constaté que le mariage des enfants est souvent perçu par les familles comme une mesure de protection et qu'il constitue une réaction communautaire aux crises.²²

« Il y a beaucoup de filles qui souffrent ici. À l'âge de 13 ans, elles se marient et sont déscolarisées. Elles tombent enceintes parce que la famille n'a pas d'argent et vend sa fille pour de l'argent et qu'ils n'ont rien pour la dot. Les filles, à 13 ans, développent une fistule et souvent elles meurent. »

Zabium et Idie, 15 ans, au Niger²⁴

18 Human Rights Watch. « "Nobody Remembers Us": Failure to Protect Women's and Girls' Right to Health and Security in Post-Earthquake Haiti. » USA : Human Rights Watch, 2011. 19 Jacquelyn Haver pour Plan, 2013. 20 People's Report. « Violence against women in the post-tsunami context: India, the Maldives, Puntland [Somalia], Sri Lanka, and Thailand. » Chennai : People's Report et Action Aid Inde, 2007. 21 Human Rights Watch, 2011 22 World Vision. « Untying the Knot: Exploring Early Marriage in Fragile States. » RU : World Vision, Mars 2013. 23 Rupture entre le vagin et la vessie ou le rectum, provoquée par un accouchement prolongé pour cause d'obstruction, et qui entraîne une incontinence. Complication plus commune chez les jeunes parturientes dont le corps n'est pas encore assez développé pour l'accouchement. 24 Entretien avec Jean Casey, coordinatrice de projet : Rapport « Parce que je suis une fille », Plan International. Niger, 2012.

Bien que les conventions internationales, ratifiées par de nombreux pays, proclament que le mariage des enfants constitue une violation des droits humains, c'est une pratique encore très répandue.^{25,26} Selon une enquête, sur 16 pays, 11 ont enregistré que plus de la moitié des jeunes femmes étaient mariées avant l'âge de 18 ans.²⁷ Et certaines filles sont mariées encore plus jeunes que cela : un rapport de 2012 a estimé à 1,5 millions le nombre de filles de moins de 15 ans mariées chaque année.²⁸

Donner sa chèvre à son voisin : le mariage adolescent lors des crises alimentaires du Sahel²⁹

La région du Sahel a été confrontée à une série de crises alimentaires majeures. Une recherche effectuée au Niger en vue de ce rapport a constaté deux tendances opposées en rapport avec le mariage d'enfants en période de catastrophe.

Sur 135 adolescentes entre 12 et 19 ans interrogées durant une discussion de groupe, 64% étaient déjà mariées et 39% avaient déjà des enfants. L'âge moyen du mariage était de 14 ans.

Mais la situation est complexe : les crises alimentaires ont des effets opposés sur le mariage des enfants selon les communautés. Dans le Tillabéry et dans certaines régions de Dosso, les périodes de crise semblent avoir pour effet de réduire le nombre de mariages des enfants. Au Maradi, elles semblent l'avoir augmenté. Cela peut être lié à l'ethnicité : les Haoussas et les Peuls, qui vivent dans la région de Maradi, épousent souvent les filles très jeunes, alors que c'est moins commun chez les Zarmas, qui vivent dans le Tillabéry et dans certaines régions de Dosso.

Dans la région de Tillabéry, il a émergé d'un groupe de discussion de huit filles que les crises alimentaires freinaient les mariages précoces. Une fille a déclaré : *« En période de famine, on n'a rien à manger ; tes parents n'ont rien à manger ; et tes voisins n'ont rien à manger. Si tu donnes ta fille en mariage à un autre membre de la communauté qui est dans la même position que toi, tu risques d'y perdre parce que l'homme à qui tu as donné ta fille est aussi pauvre que toi. Il épousera ta fille mais ce qui est sûr c'est qu'elle reviendra à la maison pour chercher à manger. C'est comme si tu avais vendu ta chèvre au voisin parce que tu n'as rien à lui donner et qu'elle venait tous les jours chez toi pour manger. »*

Cette recherche a conclu que les crises alimentaires repoussaient l'âge du mariage pour les jeunes gens car ils n'avaient pas les moyens d'avoir une femme.

D'un autre côté, dans le Maradi et certaines parties de la région de Dosso, les crises alimentaires semblaient accroître le nombre de filles mariées jeunes. Une des participantes à un groupe de discussion a déclaré : *« Si tu as une grande famille avec beaucoup de filles et tu n'as rien à manger ni à donner à tes enfants, et un homme riche arrive et te dit qu'il aime bien une de tes filles, qu'est-ce que tu es sensé faire ? Tu lui dis « non » et tu regardes tes enfants mourir ou tu acceptes et il part avec ta fille et il s'en occupe et en plus il te donne beaucoup d'argent ? »*

Les parents dans les communautés de Maradi affirment également que le manque de moyens est un des facteurs qui poussent les parents à marier leurs filles jeunes. Contrairement aux garçons, qui peuvent émigrer pour chercher du travail à l'étranger et envoyer de l'argent à leur famille, les filles sont un fardeau parce que même si elles aident aux tâches domestiques, elles ont besoin de manger en périodes de famine. Un membre de la famille de Kaiwa, dans le département de Tessaoua, nous résume la situation en ces termes : *« Si tu refuses de donner ta fille en mariage tant qu'elle est toujours jeune et belle, quand la famine arrivera, elle sera prête à tout pour trouver à manger. Si tu n'as rien à lui donner, elle risque de déshonorer la famille. En tant que chef de famille, c'est ta responsabilité de sauvegarder ta descendance et l'honneur de tes enfants ; dans ce cas, si tu vois un homme qui a les moyens de s'occuper de ta fille, c'est mieux de la lui donner et d'être sûr qu'elle pourra vivre en bonne musulmane. »*

« Envoyez vos filles à l'école » : l'importance de l'éducation

« Voici mon message pour les femmes du Congo, du Sahel, et du monde entier : envoyez vos filles à l'école. C'est ce que vous pouvez faire de mieux pour leur avenir. »

Kristalina Georgieva, Commissaire européenne à la coopération internationale, l'aide humanitaire et à la réaction aux crises³⁰

« Une génération sans éducation est une génération perdue. On a besoin d'être entendues et de participer, on a besoin d'un avenir. On a droit à l'éducation et on veut aller à l'école. »

Betty, 17 ans, jeune déplacée au Nord de l'Ouganda³¹

On a fait grand cas de l'éducation des filles en tant que moyen d'émancipation. L'éducation leur donne la capacité de devenir des citoyennes actives et la possibilité de faire des choix dans leur vie. Elle signifie qu'elles seront plus susceptibles, en tant qu'adultes, de gagner de quoi sortir leur famille de la pauvreté. Elle donne également plus de chances à leurs enfants de survivre au-delà de la petite enfance et de bénéficier eux-mêmes d'une éducation. C'est la raison pour laquelle Malala Yousufzai, une écolière de 15 ans du Pakistan, a risqué sa vie pour que les filles puissent bénéficier d'une éducation.³²

Heureusement, dans de nombreux pays, de plus en plus de filles sont aujourd'hui scolarisées. Cependant, en situation d'urgence, l'éducation est souvent interrompue, parfois de façon permanente. Et pourtant c'est dans ces moments-là qu'elle est particulièrement importante. « L'éducation apporte une stabilité, une normalité et une routine dans la vie d'un enfant, qui est absolument essentielle, en particulier s'ils sont déplacés », a déclaré Radhika Coomaraswamy, représentante spéciale du secrétaire général pour les enfants et les conflits armés.³³

L'INEE (*Inter-Agency Network for Education in Emergencies*), réseau international pour l'éducation en situations d'urgence, mentionne trois façons dont l'éducation peut bénéficier aux adolescentes en situation de catastrophe :³⁴

- 1 Elle peut fournir une protection physique. Quand une fille est dans un environnement sûr, elle encourt moins de risques d'être sexuellement ou économiquement exploitée ou exposée à d'autres risques comme le mariage précoce.
- 2 Elle peut proposer un espace psychosocial sûr qui aide les filles à comprendre ce qui se passe autour d'elles. L'éducation peut aussi procurer une forme de routine et des bénéfices à plus long terme pour la promotion des droits et des responsabilités des enfants.
- 3 Elle peut véhiculer des messages salutaires : les écoles peuvent être au centre de la communication de messages sur le lavage des mains, qui réduit les risques de maladies, sur les moyens d'éviter le VIH et d'accéder aux soins de santé et à la nourriture en situations d'urgence.

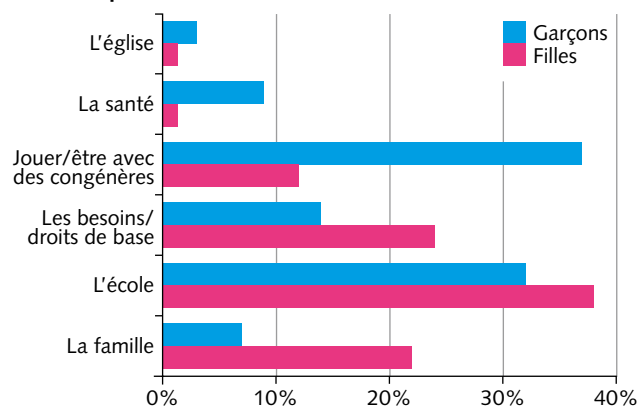


²⁵ Nations unies. « The Convention on the Elimination of all Forms of Discrimination Against Women. » Nations unies, <http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/text/econvention.htm> (dernier accès 15 mai 2013) ²⁶ The Office of Gordon and Sarah Brown. « Out of wedlock, into school: combating child marriage through education. A review by Gordon Brown. » The Office of Gordon and Sarah Brown, 2012. ²⁷ The Office of Gordon and Sarah Brown, 2012. ²⁸ Citant : ICF International. « MEASURE DHS. » Demographic Health Surveys (enquête la plus récente) ²⁹ The Office of Gordon and Sarah Brown, 2012 ²⁹ Oumar Basse, Yssa et Natalie Lucas. « Protection of Adolescent Girls and Boys in the Sahel Food Crises: General Report. » Commissionné pour le rapport « Parce que je suis une fille ». Plan International, Janvier 2013.

³⁰ Plan International. « Girls' Rights Gazette. » Plan International. 11 octobre 2012, <http://www.plan-eu.org/content/uploads/2012/10/Girls-Rights-Gazette-text-only-version.doc> (dernier accès 15 mai 2013). ³¹ Women's Refugee Commission. « Adolescent Girls. » Women's Refugee Commission, <http://www.womensrefugeecommission.org/programs/adolescent-girls> (dernier accès 15 mai 2013). ³² Barr, Robert. « Malala Yousufzai Shooting: Pakistani Teen Recuperating From Taliban Attack. » Huffington Post. 19 octobre 2012, http://www.huffingtonpost.com/2012/10/19/malala-yousufzai-shooting_n_1986127.html?utm_hp_ref=malala-yousufzai (dernier accès 23 avril 2013). ³³ Nations unies. « Education brings stability, normalcy and routine into a child's life (Radhika Coomaraswamy). » Nations unies. 18 mars 2009, <http://www.youtube.com/> ³⁴ INEE. « Gender Equality in and through Education: INEE Pocket Guide to Gender. » Genève : INEE, 2010.

Une enquête en Afrique centrale et de l'Ouest sur l'impact de la guerre, du VIH et d'autres situations à risque a constaté qu'en réponse à la question : « Qu'est-ce qui vous rend heureux ? », la réponse la plus citée chez tous les enfants était « de participer à l'école ». ³⁵ C'était le cas pour les garçons aussi bien que pour les filles, les filles défendant ce point de vue encore plus que les garçons. Les auteurs ont déclaré : « On dirait que le simple fait d'être inscrit à l'école, d'avoir les frais payés, de recevoir ses livres et de réussir ses contrôles, est une source de bien-être pour les enfants. »

Qu'est-ce qui vous rend heureux ?



L'HISTOIRE D'HAYMANOT³⁶

Haymanot vit en Éthiopie rurale. Son histoire illustre les effets cumulatifs de la sécheresse qui peuvent pousser les filles à abandonner l'école.

En 2008, Haymanot avait 12 ans et vivait avec sa tante. Elle allait à l'école dans une ville voisine. Mais sa mère est tombée malade, et elle a dû rentrer à la maison pour s'occuper d'elle et de ses jeunes frères et sœur. Comme sa mère ne pouvait plus travailler, les revenus familiaux ont diminué et ils ont manqué de nourriture. Au départ Haymanot allait à l'école les après-midis et travaillait le matin. Mais ensuite sa sœur aussi est tombée malade. En même temps la sécheresse a sévi dans la région et les récoltes ont été mauvaises. Sa mère nous explique : « Il y avait la sécheresse dans tout la communauté. Dieu ne nous a pas donné de pluie et la terre n'a plus donné d'herbe, ni de récolte. On a manqué de nourriture. »

En conséquence, Haymanot a dû abandonner l'école et aller travailler dans une usine de concassage de pierres. Elle a dit que c'était elle qui avait décidé toute seule mais a ajouté : « **Je suis vraiment malheureuse parce que je ne vais pas à l'école et que ma mère est malade.** » Sa mère aussi a reconnu que ce n'était pas bon pour Haymanot d'abandonner sa scolarité : « En lui faisant arrêter l'école, je sais que je perturbe ses futures opportunités. »

Puis Haymanot a elle aussi contracté le paludisme, et a commencé à avoir des diarrhées, des vomissements et de la fièvre, ce qui était encore aggravé par sa charge de travail à la maison et à l'usine. La vie était terriblement difficile, et finalement Haymanot et sa mère ont décidé que bien qu'à peine âgée de 15 ans, son mariage procurerait sécurité et protection étant donné que la famille était dans une situation tellement difficile. Son mari, choisi par la famille, est employé du gouvernement. Elle a pu arrêter de travailler à l'usine.

La vie de Haymanot est une vie dure. Mais son histoire illustre aussi à quel point elle a de la ressource. Son dur labeur et sa résistance ont assuré sa réputation dans leur communauté. Sa mère a dit : « Il y a des gens qui l'ont vu toujours au travail et qui ont dit : « Comment a-t-elle pu travailler et supporter autant de difficultés à son âge ? »

Aujourd'hui, Haymanot dit que sa vie s'est améliorée, et elle espère pouvoir repousser le moment d'avoir des enfants et retourner à l'école l'an prochain... si son mari le lui permet.

Un élément de solution : la participation des adolescentes

Il y a beaucoup d'exemples d'adolescentes qui ont fait preuve de courage, de sagesse et d'initiative face aux catastrophes ; elles ont aidé leur famille, et même sauvé des vies. Leurs histoires sont singulières non pas parce qu'elles arrivent rarement, mais parce qu'elles sont rarement racontées, que ce soit par la communauté humanitaire ou par les médias. Ce silence est directement lié à une discrimination sexospécifique plus large. Par exemple, cela aide souvent d'avoir des femmes dans les parages si l'on veut encourager les adolescentes à s'exprimer, mais dans le travail sur les catastrophes, peu de femmes occupent des postes à décisions.

Si les adultes ne sont pas à l'écoute des enfants, garçons et filles tous âges confondus, durant les catastrophes, cela peut entraîner des erreurs. Pour donner un exemple : « Au cours des opérations de secours et de reconstruction à Gujarat, en Inde, après le séisme de 2011 qui a tué plus de 11 000 personnes, on a réalisé que de nombreuses structures conçues pour améliorer la vie des enfants étaient dangereuses parce qu'elles n'avaient pas été considérées en tenant compte du point de vue de l'enfant. Dans le cadre de ce projet on avait placé des vitres en verre dans des fenêtres qui pouvaient être facilement retirées et brisées par des enfants curieux, on avait construit des aires de jeux qui étaient dangereuses, installé des toilettes dont les enfants ne pouvaient atteindre les chasses d'eau, et qui demandaient l'utilisation d'eau que les familles n'avaient pas. »³⁷ De même, les organisateurs du camp ont livré des conteneurs d'eau d'une capacité de 20, voire 50 litres qui étaient trop lourds pour que les filles puissent les porter lorsqu'ils étaient pleins. Personne n'avait pensé à consulter ces jeunes filles, alors qu'aller chercher l'eau est une des tâches qui leur incombent en général dans les familles.³⁸

Dans notre enquête en ligne, les sondés des différents groupes sectoriels ont dit qu'« il y a peu de consultations significatives avec les adolescentes, les plus nombreuses étant dans le secteur de l'eau et de l'assainissement (47%) et les moins nombreuses dans celui de la protection (26,8%) ». ³⁹ Cependant 83% des sondés ont identifié cela comme étant une importante priorité dans la planification et la programmation humanitaire.

Lorsque les filles participent pleinement, les choses commencent à bouger, comme l'explique Francisco Soto, conseiller en gestion des risques de catastrophe : « Cette formation [en RRC], qui a débuté comme un atelier lorsqu'ils [les jeunes] avaient 12 ans, a ouvert une voie vers un changement positif dans le développement communautaire à long terme. Aujourd'hui les jeunes, et en particulier les jeunes filles, sont perçus comme des leaders capables de leur communauté. Les jeunes femmes participent autant que les jeunes hommes. En fait, elles participent souvent davantage ; ce sont les premières à lever la main, elles s'expriment davantage. Elles ont du courage. C'est un indicateur du fait que les jeunes femmes vont de l'avant et qu'elles savent qu'elles ont les mêmes droits que les garçons. »⁴⁰

« Pour moi, dans ma vie personnelle, la formation m'a aidée de plusieurs façons différentes. Elle m'a aidée dans mon estime de soi, elle m'a aidée à ne pas me considérer moins que les autres parce que je suis une jeune mère... et je connais mes droits, comment les défendre et comment empêcher qu'ils soient bafoués. »

María Elena, 18 ans, au Salvador⁴¹

La survie à un tremblement de terre, une inondation, ou la sécheresse n'est pas le seul objectif du travail humanitaire. Il faut aussi qu'une priorité des communautés humanitaires et du développement soit de faire en sorte que ceux qui survivent, en particulier les plus vulnérables, aient le soutien dont ils ont besoin pour accepter leur perte et leur traumatisme, et trouver les ressources nécessaires pour reconstruire leur vie tout en se préparant à de futures crises.

En ce qui concerne les adolescentes, ce n'est pas le cas. D'après les résultats de la recherche primaire les communautés de l'humanitaire et du développement ne parviennent pas à répondre à leurs besoins. Elles ne parviennent pas à leur fournir le savoir, les compétences et les ressources qui leur permettraient de survivre à l'impact d'une inondation, d'une sécheresse ou d'un séisme. Elles ne parviennent pas à leur apporter ce dont elles ont besoin en cas d'exposition à de plus grands risques au lendemain d'une catastrophe. Les filles en bonne santé et instruites peuvent devenir des leaders de la réponse et du relèvement au sein de leur communauté. Mais celles qui sont forcées d'abandonner l'école prématurément, qui tombent malades, qui ne peuvent pas avoir accès à la contraception lorsqu'elles en ont besoin, qui tombent enceintes trop jeunes, ou sont contraintes de vendre leur corps pour survivre, s'exposent à des conséquences potentiellement désastreuses qui les affecteront non seulement pour la période de la crise, mais pour le reste de leur vie.

³⁵ Morgan, Jenny et Alice Behrendt. « Silent Suffering: The psychosocial impact of war, HIV and other high-risk situations on girls and boys in West and Central Africa ». Plan International. 2009. ³⁶ Basé sur Portela, Orgando, Maria Jose et Kirrily Pells (à paraître 2013). « "I am dependent on my children's support": risk and protective factors for children experiencing shocks. » In : Boyden, J et M Bourdillon (Eds.). « Growing up in Poverty: Findings from Young Lives. » Basingstoke : Palgrave Macmillan. ³⁷ Naomi Alfini, Becky Marshall et Ravi Karkara. « Strengthening Participation of Girls and Boys in Tsunami Response Programme: a workshop report. » Save the Children, 2005. ³⁸ Correspondance avec Fabian Böckler, Responsable de la gestion des risques de catastrophe à Plan Allemagne. Voir également : Geere, J A, P R Hunter et P Jagals. « Domestic water carrying and its implications for health: a review and mixed methods pilot study in Limpopo Province, South Africa. » Environ Health 9, no. 52 (26 août 2010), <http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/20796292> ³⁹ Enquête en ligne sur les adolescentes et les situations d'urgence, recherche menée par l'équipe du rapport «Parce que je suis une fille », 2013. ⁴⁰ Entretien avec Jean Casey, coordinatrice de projet : rapport « Parce que je suis une fille », Plan International. Salvador, 2012. ⁴¹ Bachelet, Michelle. Commentaire sur le « Humanitarian Response Index 2011: Addressing the Gender Challenge. » DARA, <http://daraint.org/humanitarian-response-index/humanitarian-response-index-2011/> (dernier accès 6 juin, 2013). En mars 2013 Michelle Bachelet a démissionné de son poste de directrice exécutive de l'ONU femmes pour briguer un second mandat de présidente du Chili.

Mise à jour de « Choix réels, vies réelles »

L'étude « Choix réels, vies réelles », qui entre dans sa septième année, accompagne 142 fillettes de neuf pays de par le monde – le Bénin, le Togo, l'Ouganda, le Cambodge, le Vietnam, les Philippines, le Salvador, le Brésil et la République Dominicaine. Cette étude se sert d'entretiens et de discussions thématiques de groupe avec des membres de la famille et de la communauté pour donner une image complète de la réalité des vies de ces filles. Nées courant 2006, elles auront toutes sept ans cette année.

Les facteurs de risque chez les filles

Ce ne sont pas seulement les événements exceptionnels comme les inondations, les séismes et les guerres – catastrophes reconnues au niveau international – qui affectent le plus les filles et les jeunes femmes.

La hausse du coût de la vie et les risques d'aléas naturels de plus en plus nombreux représentent une angoisse permanente pour beaucoup de ces familles. Beaucoup vivent dans une pauvreté chronique, menacées par les pénuries alimentaires, un manque d'infrastructures, la vie de tous les jours revient à une lutte permanente contre la catastrophe imminente. Ce stress quotidien est souvent ignoré mais peut avoir un impact significatif sur la capacité des filles et des jeunes femmes à se construire un capital social et économique, à se maintenir en vie et en bonne santé, et à accéder à l'éducation.

Certaines familles prennent des décisions stratégiques qui pourront leur permettre d'être moins exposées. Celles-ci comportent la mise en place de réseaux sociaux solides et la réduction du volume de tâches ménagères des fillettes en âge d'être scolarisées. Beaucoup de parents sont conscients du fait que l'éducation est primordiale pour la réduction des risques, mais envoyer sa fille à l'école n'est pas toujours une simple question de choix ou de désir. Protéger des risques peut aussi signifier limiter les mouvements des filles et leur accès à l'éducation.

Depuis leur plus jeune âge, les filles de notre étude sont encouragées activement à imiter le travail de leur mère et de leurs grands-mères. Maintenant, elles ont presque toutes des besoins réguliers à accomplir. Cintia, au Brésil, nous explique : « **Je fais des choses à la maison quand je rentre de l'école. Je balaie par terre, je nettoie le canapé, je fais le lit, et je balaie la terrasse et la cour arrière.** » La mère de Sipa, Han

Ra, au Cambodge, nous a dit : « Elle se réveille à six heures, se brosse les dents, prend un bain toute seule. Elle m'aide à m'occuper du bébé et ensuite elle prend son petit déjeuner avant d'aller à l'école. C'est à dix minutes de marche. L'après-midi, elle garde son petit frère pendant qu'il dort, pendant à peu près trois heures. » Notre recherche a également révélé l'ampleur des risques journaliers encourus par les filles de par leur rôle sexospécifique et leurs responsabilités. Dans notre propre recherche, à petite échelle, six filles sont malheureusement mortes ; au moins deux d'entre elles ont péri à cause d'un accident domestique : l'une dans un incident impliquant un feu de cuisson à l'intérieur de la maison, l'autre par noyade dans une rivière avoisinante qui était utilisée faute d'une installation sanitaire appropriée.



Cintia.

PLAN



Sipa et sa mère.

PLAN

Réduire les risques en « protégeant » les filles

Maintenant que les filles grandissent et vont régulièrement à l'école, nous voyons que le fait qu'elles soient ainsi exposées au monde extérieur provoque des inquiétudes quant aux risques qu'elles peuvent encourir. D'autres études montrent que les angoisses parentales vis-à-vis du parcours des enfants pour aller à l'école s'intensifient à mesure que les filles approchent la puberté, moment où les risques d'attaque sexuelle s'intensifient.

Pour l'instant, la plupart des parents s'inquiètent de ce que leur fille ait à traverser des routes très fréquentées ou des autoroutes. La mère de Consolata, au Bénin, nous a dit : « Le danger est que l'école est située près de la route à un croisement, et par conséquent il y a beaucoup de trafic. » Pendant la saison des pluies au Salvador, Yacqueline n'a pas pu se rendre à l'école à cause d'une inondation. Sa mère a dit : « Quand les vagues sont fortes, la mer arrache le tarmac et l'emporte. Les voitures ne peuvent pas passer et les enfants ne peuvent plus emprunter ce chemin. »

Le risque de violence est aussi très réel pour certaines. Au Brésil, Eloiza, six ans, nous raconte : « **Ma mère ne nous laisse pas [dehors] jouer avec les garçons, ma sœur et moi.** » Les chercheurs de Plan dans cette région ont confirmé que cette communauté n'est pas sûre ; il est question de vols, d'agressions, de guerres de gangs et de meurtres. Ils ont commenté : « La famille de Eloiza s'inquiète beaucoup de la sécurité à la maison. Ils m'ont dit qu'ils veulent surélever le mur de la cour arrière et installer une clôture électrique. »



Consolata et sa mère.

PLAN

Keyllen, sept ans, au Brésil, déclare : « **Je n'aime pas les criminels dans la rue. J'aimerais devenir avocate et travailler dans les tribunaux pour envoyer les criminels en prison.** »

Au Salvador, beaucoup des familles participantes vivent dans la peur permanente pour leur sécurité personnelle. Certaines des mères des fillettes ont elles-mêmes été victimes de violence sexuelle. Les grands-mères des fillettes en République Dominicaine ont exprimé, dans de précédents entretiens, leur inquiétude face à l'augmentation de la violence sexuelle dans leur communauté. Comme les aînées des filles que nous avons interrogées aux Philippines, au Vietnam et au Salvador nous l'ont confirmé, la peur de la violence sexuelle augmente en période d'incertitude et de catastrophe. Cette situation peut souvent mettre en évidence le fossé entre les rêves et les attentes des filles et de leur famille (qu'elles aillent à l'école secondaire ou à l'université) et la réalité (qu'elles restent à la maison jusqu'au mariage).

L'an dernier, nous avons rendu compte des réflexions et des expériences des mères des filles par le biais d'une série d'entretiens sur les récits de vie. La plupart de ces femmes ont un certain niveau d'éducation formelle et, en conséquence, sont déterminées à ce que leurs filles aillent elles aussi à l'école et qu'elles aient ainsi une chance de connaître plus d'égalité des sexes et une vie plus riche. Nous savons que cette génération de mères est engagée dans le soutien du droit de l'éducation de leurs filles. C'est dans leur détermination malgré la pauvreté et les risques contre lesquels luttent les familles qu'on peut commencer à entrevoir un avenir plus radieux pour les filles.



Eloiza et sa famille

PLAN